

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 1

Vorwort: Politique de paix : L'alpha et l'omega de la solution est à rechercher sur place
Autor: Rossier, Yves

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Editorial :

Politique de paix : L'alpha et l'omega de la solution est à rechercher sur place

Yves Rossier

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères

Aujourd'hui, grâce à la globalisation et à l'immédiateté de l'information, chaque catastrophe humanitaire, les conflits larvés ou intra-étatiques sont immédiatement connus dans le monde entier.

C'est le fait d'avoir misé sur la stabilité à tout prix – celle des dictatures laïques – qui est à l'origine des bouleversements actuels dans le monde arabe. Lorsque les Etats ferment toute possibilité de développement politique et social – pas de syndicat, pas de partis ou d'organisations estudiantines – ce n'est qu'à la mosquée que l'on expérimente un espace de liberté. Je ne partage pas l'avis que les « Printemps arabes » sont une catastrophe. Incontestablement, on constate un réveil de la société civile ; quelque chose est en train de changer et c'est porteur d'espoir. Mais le chemin pour y arriver sera douloureux, long et difficile.

Il n'y a pas de stabilité qui puisse se fonder sur l'autoritarisme, sur la corruption, ou la mise de l'Etat au service d'un groupe : c'est une stabilité illusoire. Quelque chose a changé maintenant : en Egypte aujourd'hui, on sait que si l'on descend dans la rue, on peut changer un président. Tant que ces questions de gouvernance ne sont pas résolues, sans intégration, sans droit et sans développement économique – c'est-à-dire sans sécurité humaine –, il n'y a pas de stabilité qui tienne.

Le Mali

Le problème du Mali et du Sahel est multiforme et remonte très loin dans l'histoire. On y voit toute la difficulté des Etats issus de la décolonisation d'exercer un contrôle sur leur territoire et d'être au service du développement humain, social et économique. De tout temps, on a eu le problème du nomadisme – le conflit entre les sédentaires et les pasteurs – comme autrefois aux USA et en Ecosse. La constitution des Etats n'a pas toujours su intégrer les nomades : car la patrie des nomades, c'est la route. A cela s'ajoutent les révoltes récurrentes, fréquemment

liées à des sécheresses. La manière de gérer ces situations après chaque flambée de violence a consisté en une intégration individuelle des chefs rebelles au sein du pouvoir central – et les populations des régions périphériques n'en ont généralement pas tiré d'avantage.

Trois choses ont aggravé ces problèmes au Mali : la chute du régime de Kadhafi, avec la mise à disposition d'une grande quantité d'armes et le retour de combattants et de mercenaires ; les trafics d'êtres humains, de drogues ou d'armes ; enfin le troisième élément est l'agenda terroriste global : constituer un espace de non-droit, à la manière des corsaires, où vous contrôlez les trafics et qui vous sert de base de repli.

La Communauté internationale

On espère voir ce cycle de violence brisé au Mali. Le processus de Bruxelles est très clair : la Communauté internationale ne veut pas reconstruire à l'identique. Les accords de Ouagadougou, dans lesquels la Suisse est fortement impliquée, vont dans le bon sens.

La solution vient toujours des gens sur place. La Communauté internationale ne peut pas s'y substituer, elle ne peut qu'accompagner. On avance, mais ces efforts sont longs. Il faut travailler avec les collectivités locales et non pas se borner à de l'aide financière à l'Etat central. Il faut que les bénéfices de la paix soient visibles. Cela ne se fera pas du jour au lendemain.

La poursuite de la paix est un processus permanent. Je ne pense pas qu'il y aura un jour où l'on pourra dire que la paix est définitivement garantie. Mais je suis plutôt optimiste, parce que les pays qui sont fragiles ont généralement des moyens à disposition pour améliorer la situation (richesses naturelles, ressources humaines). Il est important de les soutenir pour qu'ils puissent les mettre en œuvre de manière efficace.

Globalement, le fait que le Mali soit sur l'agenda de la Communauté internationale est une bonne chose. Ce n'est

pas facile, cela prendra du temps, il y aura certainement des retours en arrière et des pannes, mais la direction générale est la bonne.

Les contributions de la Suisse

On ne vient pas vous chercher pour faire partie d'une médiation parce que vous êtes sympathique, mais parce que vous avez une bonne connaissance du terrain. La Suisse dispose d'une bonne connaissance du terrain, de la région, particulièrement dans le Nord, parce qu'elle y est depuis très longtemps. Notre engagement se fait à plusieurs niveaux :

- Tout d'abord dans le domaine de la sécurité humaine, c'est-à-dire en accompagnant le processus de paix de Ouagadougou, dont la Suisse fait officiellement partie ;
- Dans le domaine de la coopération et le développement, nous n'avons pas eu besoin de revenir à Bamako, parce que nous ne sommes jamais partis ; nous sommes les seuls à y être restés ;
- Nous renforçons maintenant notre aide sur le terrain, par le soutien aux communautés et aux infrastructures locales ;
- De plus, nous soutenons le centre de maintien de la paix à Bamako.

La Suisse est crédible dans ce genre de situation pas seulement parce qu'elle est la Suisse, mais aussi en raison de son engagement effectif et concret sur le terrain.

La sécurité et la paix

La sécurité humaine, c'est une notion très large : parlons de politique de la paix. Nous suivons de près les questions liées aux ressources naturelles et celles liées aux droits de l'Homme. On peut dire que la sécurité humaine comprend toutes les questions de gouvernance, du fonctionnement de l'Etat, qui ne sont pas liées aux aspects du développement économique au sens strict.

La sécurité humaine va bien au-delà des bons offices. On parle désormais d'une politique de paix active. On peut difficilement faire une politique de développement durable sans s'intéresser aux questions de fonctionnement de la gouvernance, surtout dans des régions ou des Etats fragiles. Or c'est essentiellement là que nous travaillons.

La Suisse est particulièrement sensible à certains thèmes : les questions humanitaires, de droits de l'homme, de ressources naturelles. On fait toujours une politique étrangère qui nous ressemble.

Y. R.

La colonne du Chef de l'Armée

Les limites de la coopération

Même si cette édition ne paraît qu'en février, je vous adresse mes meilleurs vœux pour la nouvelle année et espère qu'elle a bien commencé pour vous. 2014 est la deuxième année consécutive qui sera marquée par des décisions capitales concernant la sécurité de notre pays. Le 18 mai 2014, le peuple suisse se prononcera sur le financement du *Gripen*. Cette votation étant considérablement plus politique que ne l'était le thème des obligations militaires, je suis tenu, sur le plan professionnel, de faire preuve de réserve, tout en attirant l'attention sur les erreurs d'argumentation, notamment quand on présente – comme dans l'émission ARENA avant Noël – les possibilités de coopération comme une option pouvant remplacer l'acquisition du *Gripen*.

Pour être clair, nous coopérons dans de nombreux domaines de l'instruction et aussi, en situation ordinaire, dans le domaine de l'engagement. Les exemples sont multiples : l'utilisation commune des espaces aériens d'entraînement, les exercices transfrontaliers pour l'aide en cas de catastrophe, les engagements communs à l'étranger ou encore les poursuites dans l'espace aérien.

Coopérer signifie donner et recevoir, pour que tous les partenaires en retirent des avantages. La coopération est liée à la confiance. On peut compter sur elle en situation ordinaire, tandis que face à une crise ou un conflit, s'en remettre aux autres revient à miser sur l'espoir et c'est insuffisant. La population attend un engagement efficace de son armée, précisément en situation extraordinaire.

Prétendre de surcroît qu'une coopération en matière de défense aérienne permettrait de réaliser des économies, c'est donner l'illusion (par naïveté ou par opportunisme) que d'autres assumeraient les coûts pour la Suisse, pays riche, et engageraient en sa faveur, le cas échéant, des moyens de combat de plus en plus limités.

La coopération pose la question de la disponibilité, de la liberté d'action et enfin des coûts.

C'est pourquoi il est clair que seule une protection autonome de notre territoire nous permet d'être considérés de façon crédible comme un partenaire fiable.

Cdt C André Blattmann
Chef de l'Armée

